



**Les intentions de vote aux législatives du 10 mai
2012
(sondage publié dans El Watan du 5 avril 2012)**

Objet du sondage, méthode et déroulement

A la demande d'El Watan, ECOtechnics a réalisé durant la période du 14 au 19 mars un sondage d'opinion ayant pour thème le 19 mars et les accords d'Evian. Un deuxième volet de ce sondage concernait les élections législatives du 10 mai 2012. Les résultats du premier volet ont été publiés le 28 mars. Nous publions aujourd'hui les résultats du deuxième volet. L'objectif de ce deuxième volet était de mesurer l'information des électeurs sur la tenue des élections, leur connaissance de la nature de ces élections, leur participation ainsi que les raisons de leur participation ou de leur abstention. Nous avons voulu savoir aussi si les électeurs se sentaient bien informés, leurs anticipations sur la régularité du scrutin ainsi que leur appréhension du rôle du député. Les personnes interrogées l'ont été aussi sur l'obligation d'inclure 30% de femmes dans les listes. Nous avons cherché aussi à cerner si les femmes faisaient elles-mêmes leur choix. Enfin, malgré la difficulté nous avons voulu connaître les tendances du vote telles qu'elles se présentaient à la période où a été réalisé le sondage.

Le sondage a été réalisé avec la méthode des quotas. Les variables de quotas étaient le groupe d'âge (4 groupes), le sexe, le niveau d'instruction (5 niveaux), la dispersion géographique (urbain, rural) et la région (9 régions). L'échantillon était dispersé sur 28 wilayate. Au sein de chacune des wilayate le sondage a été réalisé en différents points d'enquête.

Malgré les craintes à ce sujet, le taux de participation pourrait être relativement élevé : 44% des algériens iront voter le 10 mai 2012 et 16% demeurent indécis

A.Hammadi (ECOtechnics)

L'électorat semble divisé sur la participation aux prochaines législatives. Tout au moins telle était la situation jusqu'au 19 mars où a été achevé le sondage. Les résultats se présentaient ainsi. 44% ont répondu qu'ils allaient, alors que 40% avaient l'intention de s'abstenir. Le reste (16%) n'avaient pas encore pris de décision quant à leur participation. Ces résultats doivent-être pris avec beaucoup de précaution du fait que beaucoup de personnes ignoraient, avant qu'on la leur explique, pour les besoins du sondage, la nature de ces élections, voire, la tenue d'une élection quelconque à cette date. Par ailleurs, il faut noter qu'aux dernières législatives de Mai 2007, le taux de participation officiel était de 35%. Le taux de participation aux prochaines élections sera donc assez fortement supérieur.

Il faut s'attendre à une plus grande participation de l'électorat masculin. le taux de participation avoisinerait les 47% chez les hommes contre 41% chez les femmes. Il semble que le récent changement de la loi électorale (l'obligation d'avoir 30% des femmes minimum sur les listes électorale) ne favorise pas une nécessairement une plus grande participation de l'électorat féminin. La jeunesse ne joue pas non plus en faveur d'une meilleure participation. Parmi l'électorat jeune (18-24 ans), un électeur sur 3 ira voter contre un électeur sur deux parmi les 55 ans et plus. Le niveau d'instruction des électeurs montre un constat assez étrange, c'est dans les deux extrémités de l'échelle d'instruction qu'on enregistre les meilleurs taux de participation. 49% chez les analphabètes et 55% chez les universitaires contre des taux avoisinants les 40% dans les niveaux intermédiaires (Primaire, Moyen et Secondaire).

La situation individuelle est un élément qui pèse lourd sur les intentions de vote. Apriori, la précarité professionnelle est synonyme d'abstention et vice-versa. Parmi ceux qui sont dans la précarité

(salariés non permanent ou travailleurs occasionnels), 28% seulement iront voter contre 51% parmi ceux qui bénéficient d'une situation socioprofessionnelle plutôt favorable (salariés permanents, indépendants et employeurs).

En dehors des caractéristiques sociodémographiques des personnes interrogées, d'autres éléments jouent significativement sur le taux de participation : la perception du rôle des députés et la transparence des élections.

Force de signaler, le taux de participation n'excède pas 21% chez les personnes qui pensent que les prochaines élections ne seront pas propres et honnêtes (32% du total d'électeurs) contre un taux d'abstention de 64%. A l'opposé, chez les personnes qui pensent qu'elles seront propres et honnêtes (31% du total d'électeurs), 79% vont y participer et 12% seulement vont s'abstenir.

La perception des électeurs quant au rôle des députés (utile ou non) agit aussi sur leurs intentions de vote. Pour ceux qui perçoivent favorablement le rôle des députés (très utile ou utile) (26% des électeurs), c'est la participation qu'il l'emporte dans 74% des cas. Pour ceux qui perçoivent défavorablement le rôle des députés (inutile ou complètement inutile) (44% des électeurs), c'est l'abstention qui l'emporte à 57%.

Les raisons de la participation ou de l'abstention

Nous avons demandé aux personnes interrogées, selon le cas de figure, quelles sont les raisons qui les poussent à s'abstenir ou à participer aux prochaines législatives.

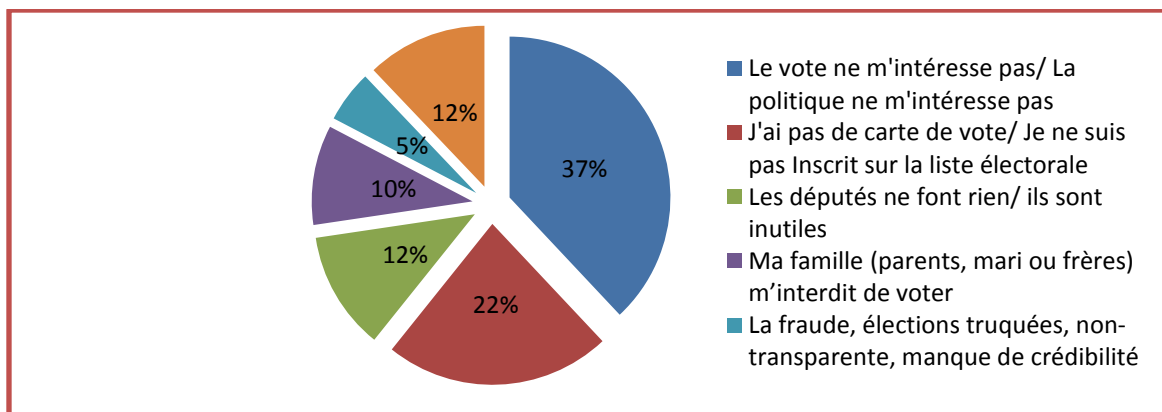
Les abstentionnistes évoquent le manque d'intérêt à la politique en général, et le vote en particulier dans 37% des cas. 22% des abstentionnistes n'iront pas voter du fait qu'ils n'ont pas de carte de vote (égarée ou non inscrit). Pour 10% c'est plutôt leur vision des députés, inutiles, qui les pousse à s'abstenir. L'interdit familial ou social (Ma famille (parents, mari ou frères) m'interdit de voter, ici les femmes ne votent pas) est évoqué dans 10% des cas, souvent par les femmes. Enfin, certains (5%) remettent en cause la transparence et la crédibilité des élections. Le reste a donné d'autres raisons.

On constate certaines différences entre l'électorat masculin et féminin, mais globalement on retrouve cette même hiérarchisation dans les deux groupes. On compte plus d'hommes qui ne vont pas voter faute de carte de vote (28% contre 17% des femmes), plus d'hommes qui disent c'est parce que les députés sont inutiles (16% contre 8% des femmes), enfin, et naturellement, plus de femmes qui évoquent l'interdit social ou familial (18% contre 1% des hommes).

Par ailleurs, les jeunes étaient plus nombreux à dire ne pas avoir la carte de vote ou ne pas être inscrit : 27% sont dans ce cas parmi les 18-24 ans qui s'abstiennent contre 17% des plus âgées (55 ans et plus).

Les analphabètes étaient plus nombreux à dire le vote ou la politique ne m'intéresse pas mais moins nombreux à dire ne pas avoir la carte de vote ou ne pas être inscrit comparativement aux personnes de niveau supérieur (universitaires) (soit respectivement 40% contre 31% et 13% contre 29%) et vice-versa.

Enfin, les raisons citées par les uns ou les autres dépendaient dans une partie de leur situation individuelle. Ceux qui vivent dans une situation précaire (salariés non permanent, travailleurs occasionnels) ou les chômeurs n'iront pas voter du fait de leur mécontentement envers les députés. Ils sont 25% à dire que les députés ne font rien ou qu'ils sont inutiles contre 14% parmi ceux ayant une situation favorable.

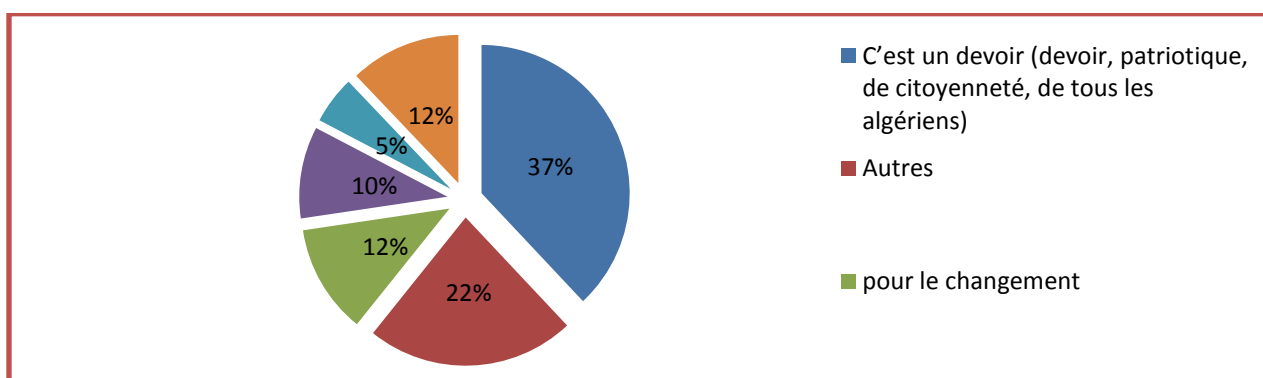


S'agissant des personnes qui vont voter, une grande partie (43%) dit que c'est parce que c'est un devoir (patriotique, de citoyenneté, dette envers l'Etat) ; 11% voteront parce qu'ils espèrent un changement. Certains (10%) voteront parce qu'ils ont l'habitude de le faire, d'autres (9%), par volonté de s'exprimer, de s'affirmer ou de donner leur avis. Une proportion non négligeable (8%) le ferait rien que pour le cachet de vote par peur d'avoir besoin de la carte de vote dans le futur, enfin, 7% pensent que cet acte permettra le développement et le progrès de leur pays. Le reste a donné d'autres raisons.

Ici, contrairement aux abstentionnistes, le genre influence peu les raisons citées. Toutes ces raisons sont citées presque dans les mêmes proportions par les deux sexes. C'est le cas aussi du facteur âge, à une seule exception : Les plus jeunes (18-24 ans) sont plus nombreux à voter parce qu'ils espèrent un changement, 21% contre 7% des personnes ayant 55 ans et plus.

Le niveau d'instruction, montre des différences mais seulement dans les deux extrémités : entre les analphabètes et les universitaires. En effet, on enregistre une plus importante proportion des personnes qui disent que c'est un devoir ou pour le changement parmi les universitaires que les analphabètes soient respectivement 52% et 15% contre 43% et 7%.

La situation individuelle montre certaines différences plus au moins significatives. Ceux qui vivent dans une situation précaire (salariés non permanent, travailleurs occasionnels) ou les chômeurs étaient plus nombreux à voter en espérant un changement suite à ces législatives (soient respectivement 34% et 21%). les personnes dans une situation professionnelle favorable (salariés permanents, indépendants ou employeurs), ont cité beaucoup plus (52%) le devoir.



Les tendances du vote : un bon score pour le FLN et un éparpillement des suffrages loin de la déferlante islamiste ?

S.Ighilahriz (Directeur ECOTECHNICS)

Selon notre sondage le taux de participation à ces élections pourrait être tout à fait honorable, au moins 44%. 15% ne savent pas encore s'ils vont voter ou non. En tous cas largement supérieur aux 35% de mai 2007. Cet électorat semble toutefois loin d'avoir fait ses choix pour le moment. Il ne demanderait donc qu'à se laisser convaincre lors de la campagne électorale.

Surtout, il ne semble pas complètement « stabilisé ». Si 96% de ceux qui disent qu'ils vont voter savent qu'il y aura des élections le 10 mai 2012, seuls 72% d'entre eux, c'est à dire de ceux qui vont voter, savent qu'il s'agit d'élections législatives. Près de 20% ne savent pas de quelles élections il s'agit.

Pour ceux qui ne savent pas s'ils vont voter ou non (15% de l'électorat), près de 90% savent qu'il y aura des élections le 10 mai 2012. A priori on pourrait dire donc qu'il s'agit d'hésitations réelles sur le fait de voter ou non. Il faut noter toutefois que 45% d'entre eux ne savent pas qu'il s'agit d'élections législatives. Il s'agit donc de personnes qui observent une distance assez prononcée à la question des élections.

Les personnes qui votent non sont, elles, 80% à savoir qu'il y a des élections. Il s'agit donc plus d'une prise de position par rapport à l'acte de voter, même si cela doit être nuancé par le fait que seuls 57% de ces derniers savent qu'il s'agit d'élections législatives.

Pour interpréter les tendances du vote avec un sondage réalisé sur un échantillon qui n'est représentatif qu'au niveau national, il convient de prendre beaucoup de précautions. Dans la mesure où la circonscription électorale est la wilaya, il aurait fallu en effet disposer d'un échantillon représentatif par wilaya, ou tout au moins connaître les similarités des comportements électoraux entre les diverses wilayate pour tirer un échantillon en tenant compte. Or nous n'avons pas vraiment de série longue de résultats de scrutins pour étudier ces similarités de comportements. Plus encore, il y a des doutes sérieux qui ont été émis sur l'absence de régularité de ces scrutins pour ne pas s'épuiser en analyses inutiles.

Pour tirer le maximum de notre sondage, qui a été réalisé rappelons- le sur 28 wilayate (voir article déroulement du sondage et sa méthode), nous avons regroupé les résultats par région (9). Ce regroupement fait apparaître, parmi donc les 45% qui ont répondu qu'ils allaient voter que 54% d'entre eux n'ont pas encore décidé pour qui voter. Pour les 45% qui restent, ces intentions montreraient que le FLN dégagerait un bon score (une moyenne d'environ 25% des suffrages que nous retrouvons dans toutes les régions). Le RND viendrait en deuxième, mais très loin derrière le FLN (une moyenne d'environ 5% des suffrages). Viendraient ensuite le parti des travailleurs avec une moyenne de 4%, l'alliance verte avec une moyenne de 2% et enfin le FFS avec 2%, mais se concentrant essentiellement à Alger en Kabylie où il obtiendrait dès à présent 7% et 19%. Notons que ces scores ne s'éloignent pas trop de ceux réalisés en 2007. Rappelons que lors de ce scrutin le FLN avait obtenu 23% des voix, le RND 10,44%, le MSP 9,71 et le PT 5%.

Pour les autres listes, elles fluctuent fortement en fonction des wilayates. Il faut de nouveau attirer l'attention sur le fait qu'il s'agit des intentions entre le 14 et le 19 mars, à un moment où la campagne n'avait pas débuté et qu'à cette date 54% de ceux qui avaient l'intention de voter n'avaient pas encore décidé pour qui voter et 15% de l'électorat n'avait pas encore décidé s'il allait voter.

15% de l'électorat ne savent pas s'ils vont voter ou non. Lorsqu'on leur demande pour ils voteraient dans le cas où ils iraient voter, ils ne se déclarent pas pour plus de 80%. Les 20% restants montrent des tendances proches des précédentes. On peut ainsi dégager quelques conclusions provisoires :

- la première est qu'il ne semble pas y avoir de déferlante islamiste même si mathématiquement cela n'est pas exclu. Pour que ceci ait lieu il faudrait que tous ceux qui déclareraient au moment de la réalisation du sondage qu'il ne savait pas pour qui voter ou qu'il ne savait s'ils allaient voter votent pour les islamistes. Ceci est fortement improbable. Autrement nous aurions sans doute décelé une proportion plus importante d'individus qui auraient déclaré qu'ils allaient voter islamiste.
- La deuxième est que les résultats pourraient être assez éparpillés. Cela veut dire qu'un nombre important de siège dans chaque wilaya pourrait être réparti entre une multitude de partis et d'indépendants. Les voix de ces partis pourraient fluctuer très fortement d'une wilaya à l'autre.
- Et qu'enfin le FLN pourrait réaliser un score relativement élevé. Ceux du RND seront beaucoup plus modestes. Cette hypothèse conjuguée à celle de l'hypothèse d'un faible vote pour les islamistes conduit à penser que si les tendances qui existaient dans l'électorat à la mi-mars se confirmaient, il sera difficile de dégager une majorité parlementaire, ceci d'autant que les islamistes ne semblent pas prêts à re- rentrer dans une coalition avec le FLN et le RND.

A propos du sondage El Watan – ECOTECHNICS sur les législatives ou comment interpréter les chiffres

Afin de lever les équivoques suscitées par le titre « l'alliance verte n'est créditée que de 2% des suffrages », donnée en une dans l'édition du jeudi 5 avril, il est important de clarifier certains points pour le lecteur. Comme nous le disions dans notre article, un bon score de l'alliance verte ne peut mathématiquement être exclu. En effet, nous avons recueilli les intentions de vote de 46% personnes parmi les 45% qui dans la période où le sondage a été réalisé (du 14 au 19 mars 2012) savaient pour qui ils allaient voter. Pour ceux- là, l'alliance verte recueillait effectivement un score plutôt faible. Mais il se peut très bien que les 54% qui n'ont pas donné leur intention de vote ou qui n'avaient pas encore pris de décision au moment de la réalisation du sondage, votent alliance verte. Cela pourrait être le cas aussi pour une partie des 15% qui, à la date du sondage, ont affirmé qu'ils ne savaient pas s'ils allaient voter ou non. Certes, il est fortement improbable que le vote de toutes les personnes qui n'avaient pas donné leur opinion aillent vers l'alliance verte. L'expérience que nous avons des sondages d'opinion nous dit que les algériens ne cachent pas leurs opinions, d'une part, et qu'en outre il n'y a pas de raisons pour que ce phénomène touche exclusivement l'alliance verte. Par ailleurs, il convient de ne pas s'attacher au chiffre de 2%. Comme nous l'avons dit aussi, notre méthode d'estimation devient très peu précise pour les faibles proportions des voix obtenues à un niveau régional : un même score peut permettre d'obtenir un ou deux députés s'il est concentré sur une wilaya ou aucun député s'il est réparti sur toutes les wilayate de la région.

Au vu de ces différentes remarques, ce qu'il faut retenir est qu'il nous semble que le score de l'alliance verte sera sans doute faible, en tous cas loin d'atteindre les scores recueillis par les islamistes lors des élections qui se sont déroulés récemment dans les différents pays de la région (Egypte, Maroc, Tunisie). Si on doit s'avancer sur des chiffres, on peut dire qu'il sera sans doute plus proche des 10% que des 40%. Il peut sans doute y avoir des changements de l'opinion, et une campagne électorale est faite pour ça et heureusement devrait- on dire, mais il faut savoir que ces changements restent quand même dans certaines limites et que les bouleversements complets sont pratiquement impossibles.

Seuls 38% des électeurs sont persuadés que les élections seront propres et honnêtes et 44% pensent qu'un député est inutile

Y.Kamal (ECOtechnics)

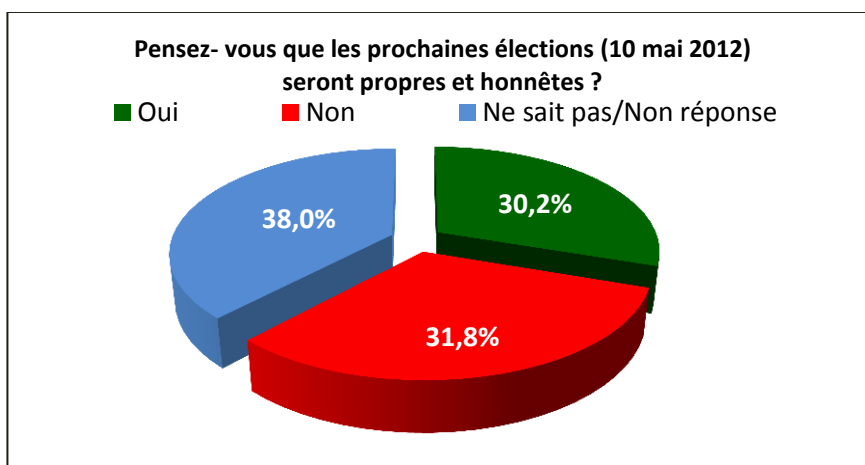
Aux personnes interrogées, nous avons une question relative à la régularité des élections et une autre sur leur vision du député. Les questions étaient :

1-Pensez-vous que les prochaines élections (10 mai 2012) seront propres et honnêtes ?

2-Pensez-vous que le député est, pour le pays et la société :

- Très utile
- Utile
- Ni utile, ni inutile
- Inutile
- Complètement inutile

Pour la première question, les avis sont vraiment partagés entre, d'une part, ceux qui ont donné une réponse optimiste, c'est-à-dire que les élections seront propres et honnêtes, ou pessimiste (cas contraire), et d'autre part, ceux qui ont opté pour la modalité (ne sait pas/non réponse).



Dans le premier cas, on enregistre presque les mêmes proportions pour les optimistes (30.2%) et les pessimistes (31.8%). Pour les optimistes, on observe presque la même proportion chez les hommes (31.5%) et les femmes (29.5%). En revanche, les pessimistes se manifestent plus chez les hommes (37.2%), que chez les femmes (27%). Notons, cependant la forte proportion de la modalité « ne sait pas/non réponse » chez ces dernières (43.6%).

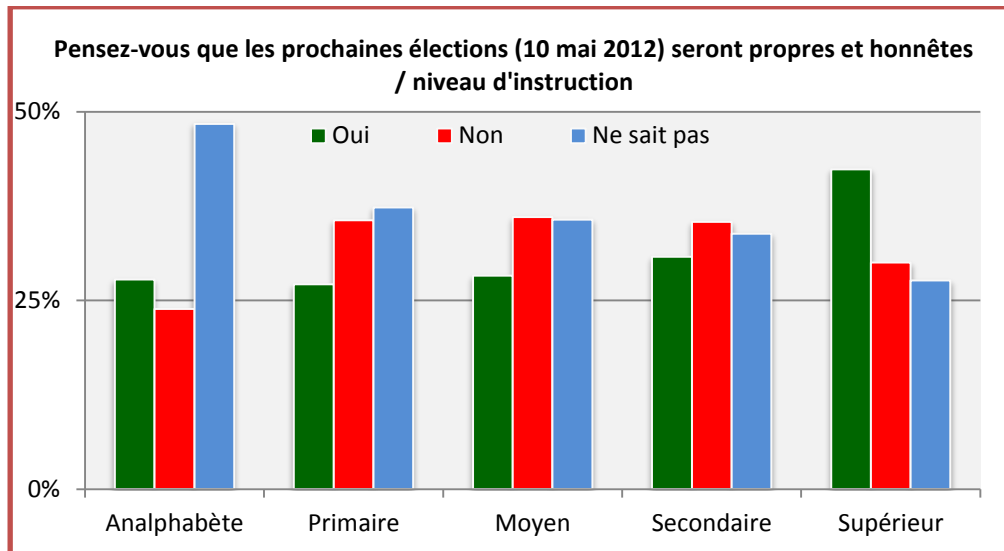
Dans le deuxième cas, pour la modalité « ne sait pas/non réponse », la proportion est quand même très élevée (38.0%). Nous abordons dans le détail ces deux cas dans ce qui suit :

C'est dans le niveau supérieur que nous retrouvons la plus forte proportion des optimistes avec (42.4%), bien loin de la proportion moyenne sur toute la population(30,2%). Chez les autres niveaux d'instruction la proportion d'optimistes varie faiblement entre 27.8% et 30.8%.

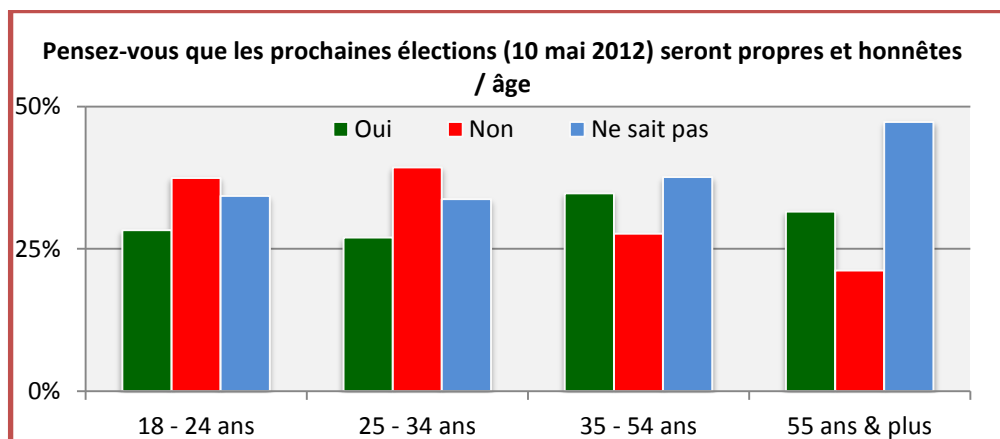
Par ailleurs, près de la moitié des analphabètes, soit 48.4% ont choisi la modalité « ne sait pas/non réponse ». Ces résultats se trouvent confortés par la proportion de la même modalité chez les 55ans et plus (47.3%). Ces derniers présentent le taux d'analphabétisme le plus élevé (77.9%) et montrent

le même comportement dans la plupart des questions posées dans ce sondage. S'agit t-il réellement de la modalité « ne sait pas » ? Ou d'un « refus » ?

Pour le niveau secondaire, les réponses sont plutôt partagées entre les trois modalités avec des différences moins sensibles. Quant aux niveaux primaire et moyen, les proportions sont presque les mêmes pour les optimistes (28%), les pessimistes (36%) et enfin « Ne sait pas/non réponse » avec 37%.



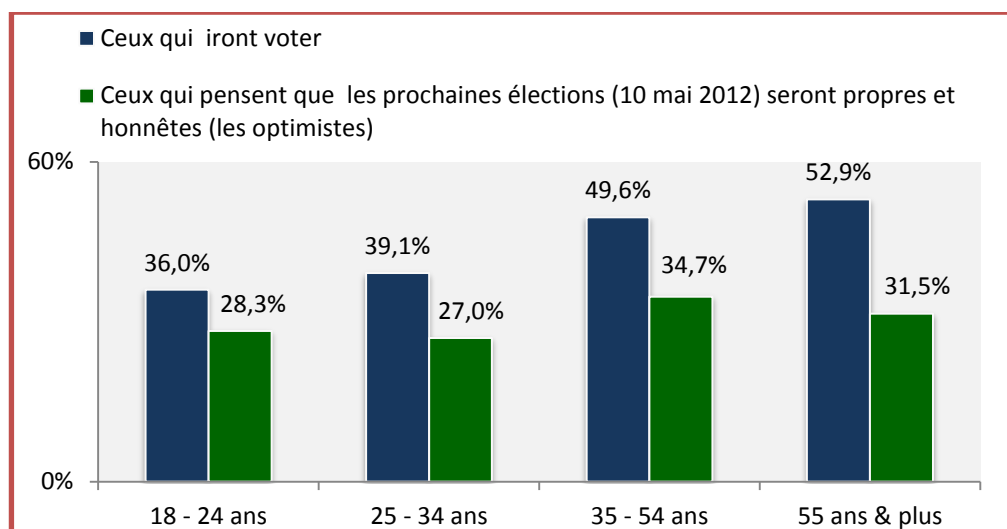
Les deux tranches 18-24 et 25-34 ans montrent des appréhensions similaires quant à la régularité du scrutin. Elles regroupent les mêmes proportions d'optimistes (28%), de pessimistes (38%) et « Ne sait pas/non réponses » avec 34%. Pour la tranche 35-54ans, on a plus d'optimistes (35%) et moins de pessimistes (28%), la proportion «Ne sait pas /non réponse » est légèrement supérieure (38%) aux deux autres premières tranches.



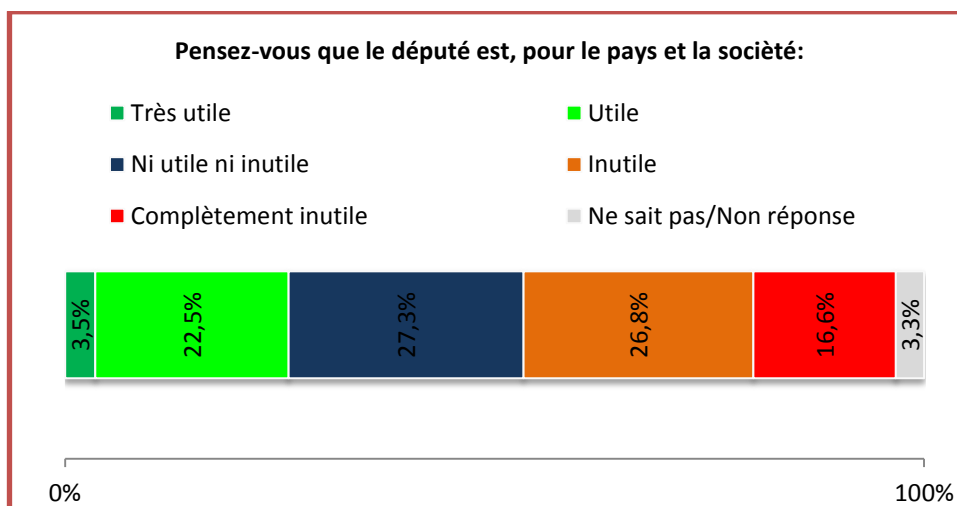
Chez les 55ans et plus, la modalité « ne sait pas /non réponse » prend le dessus avec presque la moitié, soit 47.3%.Néanmoins les optimistes l'emportent sur les pessimistes avec respectivement 31.5% et 21.2%.

Il est par ailleurs intéressant de noter, que même si dans l'ensemble les optimistes ne représentent que 30% sans notre population, cela n'empêche pas que la proportion de ceux qui iront voter soit

nettement supérieure (44%). Ce constat est d'autant plus valable quand on compare les proportions de ceux qui iront voter croisés par les classes d'âges avec les proportions des optimistes croisés par les mêmes classes d'âges. En effet, dans le premier cas, la proportion augmente au fur et à mesure que l'âge croit, par contre dans le second cas, c'est plutôt les flottements qui sont de mise.



Ce constat dénote, en un sens, du moins pour une proportion non négligeable de la population que la transparence des élections n'est pas l'élément déterminant pour aller voter. S'agissant de la deuxième question. Seuls 26 % des personnes pensent que le député est très utile (3.5%) ou utile (22.5%) pour le pays et la société et par opposition 43.4% pensent qu'il est inutile (26.8%) ou complètement inutile (16.6%). D'autres, soit 27.3% penchent vers la modalité ni utile, ni inutile. Signalons l'intérêt suscité par cette question puisque presque la quasi-totalité des personnes interrogées ont donné une réponse. Seulement 3.3% de «Ne sait pas/non réponses».

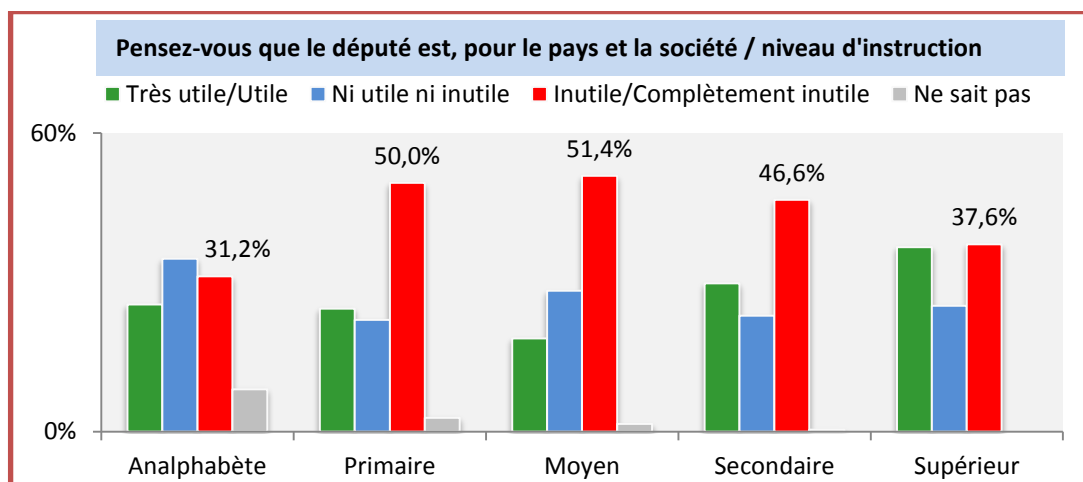


Le jugement des hommes est beaucoup plus sévère que celui des femmes, ils sont 50.3% à dire que le député est « inutile/complètement inutile » contre 36.6% pour les femmes.

Concernant l'âge, même si la proportion des personnes qui pensent que le député est « très utile/utile » reste relativement stable, selon les quatre classes d'âges (autour de 25%), des différences significatives ressortent pour la modalité « inutile/complètement inutile », les plus âgés (55ans et

plus) sont plus cléments, avec près du 1/3 avec cependant 8.3 % pour la modalité « ne sait pas/non réponse ». Pour les trois autres classes, la proportion varie entre 42% et 49%.

De même, pour le niveau d'instruction, Si 43.4% des algériens pensent que le député est « inutile/complètement inutile », des nuances sont à noter concernant le niveau d'instruction, les verdicts des niveaux intermédiaires (primaire, moyen et secondaire) sont plus frappants, ils sont près de la moitié à penser que le député est « inutile/complètement ». Pour les deux autres niveaux, analphabète et supérieur, les proportions sont respectivement 31.2% et 37.6%.



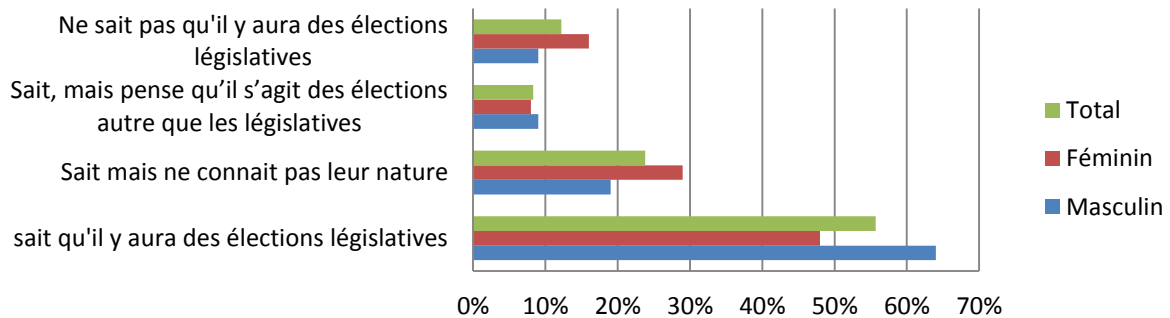
On remarquera enfin que pour le niveau d'instruction et comme pour le groupe « les optimistes » signalé plus haut, où le niveau supérieur se distingue par une proportion importante (42.4%), là aussi, 37.1% de cette catégorie pensent que le député est très utile (3.8%) /utile (21.6%).

Seuls 56% des électeurs savent que les élections du 10 mai sont des élections législatives

A.Hammadi (ECOtechnics)

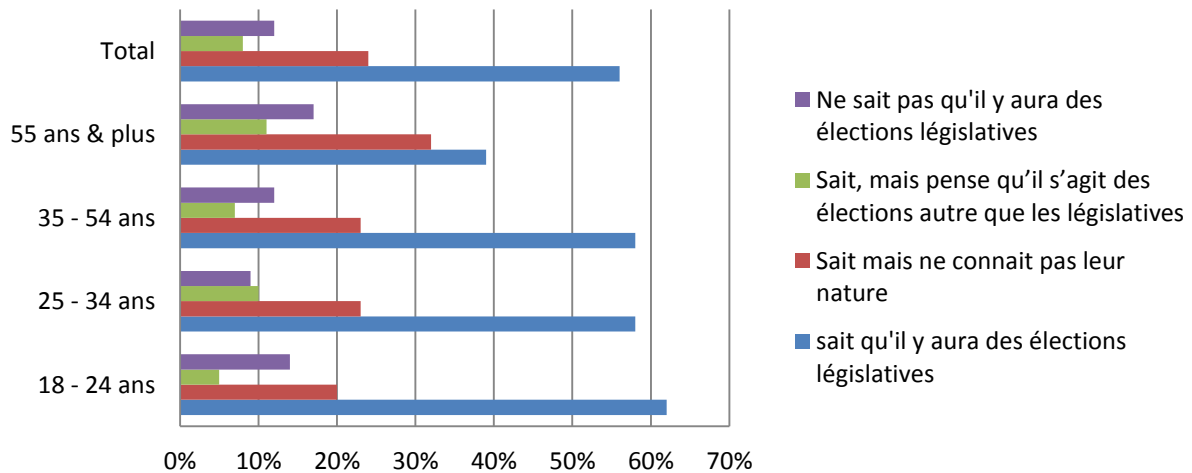
Le 09 Février dernier, dans un discours adressé à la nation, le chef de l'Etat avait la date des élections législatives pour le 10 mai. À moins de deux mois de ce rendez-vous, seuls 56% des algériens en âge de voter savent que les élections qu'il y aura le 10 mai sont des élections législatives. 12%, une proportion non-négligeable, ignorent totalement qu'il y aura des élections à cette date. Le reste, 24%, ignore de quelles élections il s'agit et 9% pensaient qu'il s'agit d'élections autres que législatives (municipales, présidentielles...).

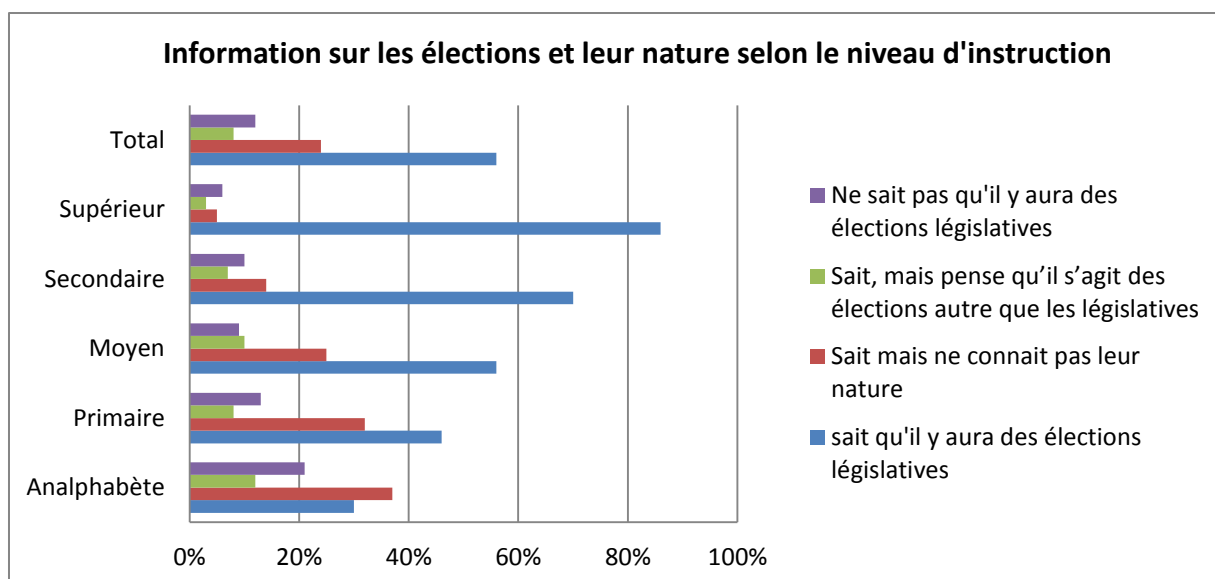
Information sur les élections du 10 mai et leur nature



Le niveau d'instruction est déterminant dans l'information sur les élections. 86% des universitaires et 70% des personnes de niveau secondaire sont au courant de la tenue des élections législatives contre seulement 46% chez les personnes dont la scolarité s'est arrêtée au primaire et 30% chez analphabètes. L'âge et le genre des personnes interrogées font apparaitre aussi des différences assez significatives, mais imputables pour l'essentiel aux écarts des niveaux d'instruction selon l'âge et le genre.

information sur les élections et leur nature selon l'âge





Nous avons demandé aux personnes interrogées comment elles perçoivent leur degré d'information sur les partis qui vont participer aux élections ainsi que leur programme. Seuls 11,7% ont répondu qu'ils se sentaient bien ou assez bien informés sur les partis qui allaient participer aux législatives. Pour les programmes des partis, 3,9% seulement ont répondu qu'ils étaient bien ou assez bien informés.

Ici, le niveau d'instruction n'agit pas de manière significative. Certes la proportion des personnes *bien ou assez bien informés* s'améliore parmi les personnes les plus instruites, mais on constate toujours une majorité d'*insuffisamment ou de pas du tout informée* sur ces deux aspects. Ces résultats montrent un manque d'information qui caractérise les prochaines élections législatives. Plusieurs éléments peuvent être évoqués pour l'expliquer.

En premier le fait que la campagne électorale étant encore insuffisamment engagée, l'information diffusée demeurée insuffisante. Par ailleurs une proportion importante de la population ne s'intéresse pas à la vie politique en général et aux élections en particulier. Cette tranche ne s'investit pas dans la chercher d'information. Enfin, la faiblesse du niveau d'instruction d'une tranche importante d'électeurs (23% sont des analphabètes et 15% de niveau primaire) ne lui permet pas, probablement, de comprendre l'information transmise par les différents canaux d'information.

30% des femmes sur les listes électorales : près de 80% des femmes y sont favorables, contre moins de 40% chez les hommes

M. Chayaa (ECOtechnics)

La loi électorale a été changée récemment pour obliger les partis qui se présentent aux élections à avoir une proportion d'au moins 30% de femmes dans leur liste de candidats. Plus de la moitié des électeurs sont d'accord avec ce changement, soit 56%. 34% des électeurs ne sont pas d'accord, tandis que 10% n'arrivent pas à trancher entre les deux avis.

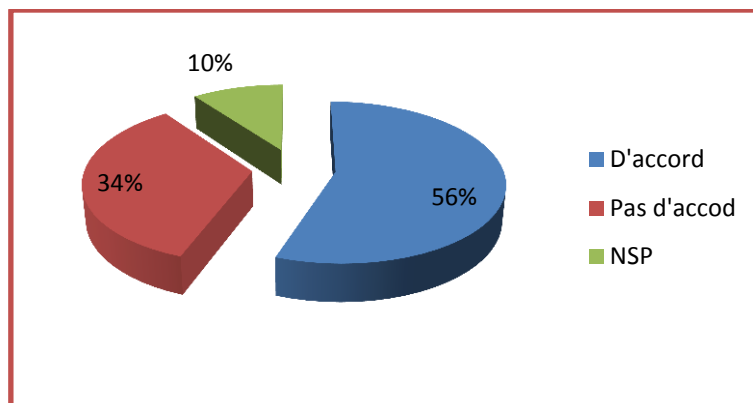


Figure 1: D'accord ou non avec 30% de femmes sur les listes électorales

Les femmes sont dans une proportion largement plus importante à être d'accord sur l'amendement de la loi. Près de 80% des femmes sont d'accord, contre moins de 40% chez les hommes.

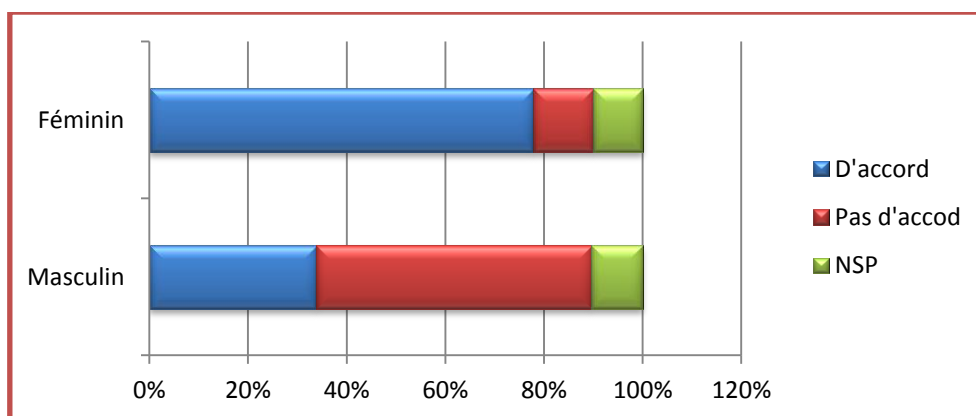


Figure 2: l'avis, selon le genre, avec 30% de femmes sur les listes électorales

A première vue, l'âge et le niveau d'instruction paraissent n'avoir pas d'influence sur cette opinion. Ceci est, en réalité dû à un phénomène de compensation entre proportions des deux sexes. En effet l'analyse séparée selon le genre montre des différences patentes. Chez les femmes, la proportion de celles qui sont d'accord avec le changement baisse avec l'âge, alors qu'on observe un phénomène pratiquement inverse chez les hommes.

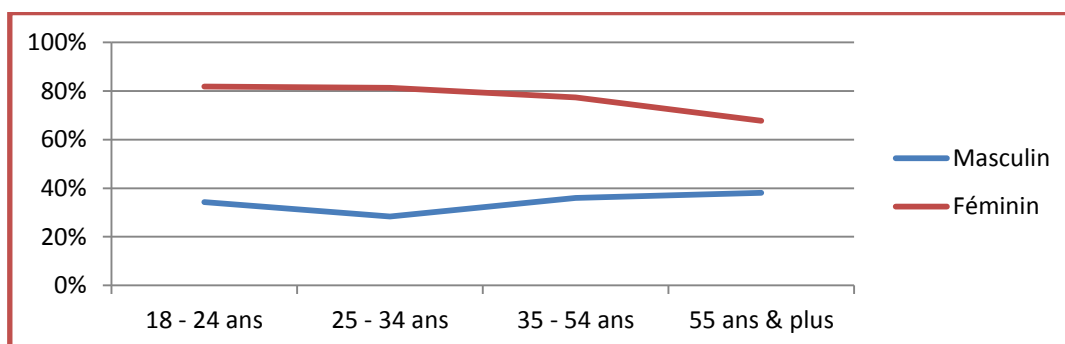


Figure 3: Evolution de la proportion de ceux qui sont d'accord avec le changement selon l'âge

Le niveau d'instruction joue dans le même sens qu'on soit un homme ou une femme. Ceci accentue le phénomène précédent chez les hommes dans la mesure où les hommes les plus vieux sont relativement moins instruits que les plus âgés.

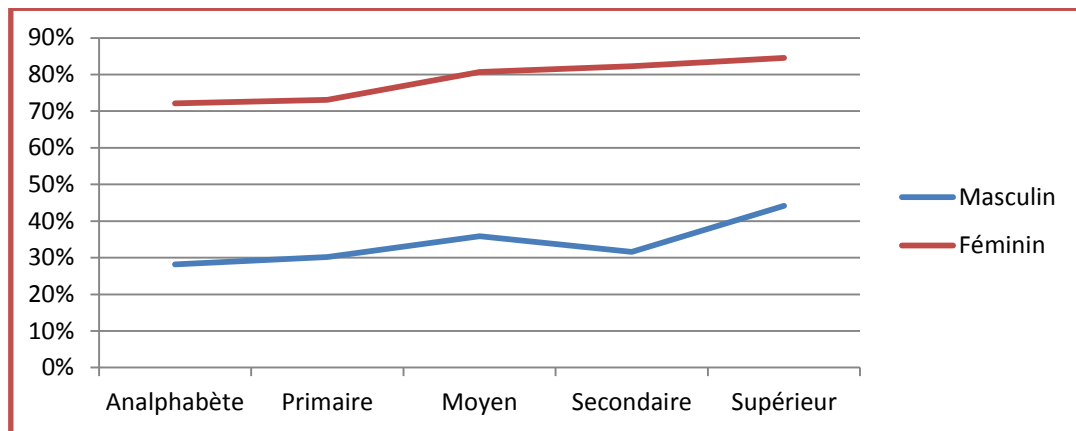


Figure 4: Proportion de favorables selon le genre et le niveau d'instruction

Le vote féminin toujours entravé

M. Chayaa (ECotechnics)

Une proportion de femmes 18%, qui peut être considérée comme importante, ne font pas leur choix de vote elles même. Seules 65% des femmes font elles même leur choix. 17% disent qu'elles ne savent pas, ce qu'on tendrait plus à mettre avec celles qui ne font pas elles-mêmes leur choix.

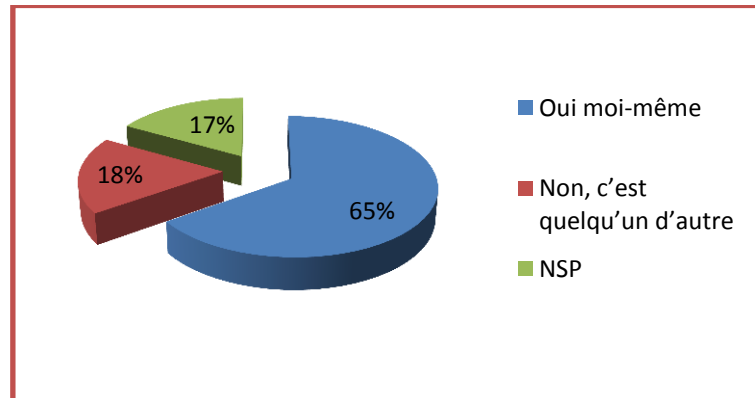


Figure 5: le choix de vote

Les femmes pour lesquelles quelqu'un d'autre fait le choix de vote à leur place, sont plus nombreuses (29%) dans la classe d'âge des 55 ans et plus alors qu'elles sont seulement 8% dans la classe la plus jeune [18-24] ans.

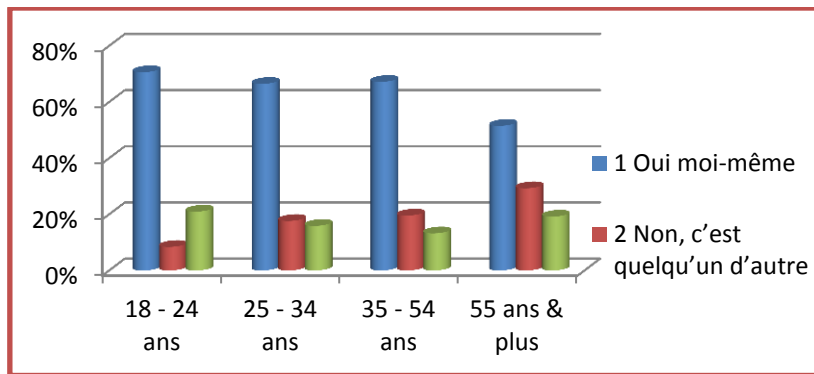


Figure 6: le choix de vote selon l'âge

Le choix de vote selon le niveau d'instruction :

Le pourcentage des femmes qui font elles même leur choix de vote, augmente au fur et à mesure que le niveau d'instruction. Il est de seulement 50% chez les analphabètes et de 83% chez celles du niveau supérieur. La proportion de femmes pour lesquelles le choix est fait par une autre personne passe de 29% chez les analphabètes à 4% dans le supérieur. Contrairement aux femmes pour lesquelles le choix ce fait par une autre personne, en effet la proportion est disproportionnelle par rapport au niveau d'instruction (elle passe de 4% au niveau analphabète à 29% au niveau supérieur).

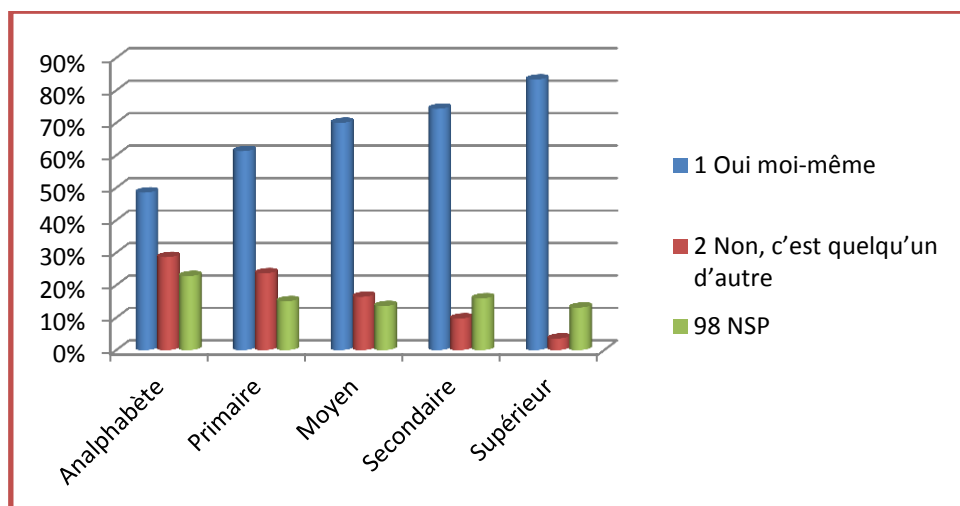


Figure 7: le choix de vote selon le niveau d'instruction